



239 jours de massacre. Au 31 mai, OCHA compte 36 284 morts. 82 057 blessés. Plus de 1 000 000 déplacés.

Malgré tout, les lignes bougent. Vous l'avez sans doute entendu comme moi, le gouvernement français annule la participation des entreprises israéliennes au salon Eurosatory de défense qui doit se tenir à partir du 17 juin à Paris. C'est une première bonne nouvelle depuis près de 8 mois. C'est la première sanction d'Israël depuis son attaque génocidaire. On peut dire qu'elle est le fruit de nos mobilisations. Elle ne peut que nous encourager à les poursuivre jusqu'à obtenir un cessez-le-feu total.

Depuis notre dernier rassemblement, au moins trois autres événements importants se sont produits qui mettent à mal l'image d'Israël dans le monde.

Le 20 mai, le procureur de la Cour pénale internationale a demandé l'émission de mandats d'arrêt internationaux contre Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien et Yoav Gallant, son Ministre de la guerre, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il a aussi demandé des mandats d'arrêt pour les mêmes motifs contre Yahya Sinwar, chef du Hamas dans la bande de Gaza, Mohammed Deif, commandant en chef de la branche armée du Hamas, et Ismail Haniyeh chef de la branche politique du Hamas pour toute la Palestine.

Si la mise en accusation de ces derniers n'est pas surprenante, celle des dirigeants israéliens est bien plus inattendue, la CPI nous ayant habitués à ne mettre en cause que des dirigeants du Sud global, essentiellement africains, et récemment le président Poutine.

Si cette position du procureur Karim Khan est remarquable, c'est qu'elle rompt avec des décennies de deux poids, deux mesures, et qu'elle affirme ouvertement au monde entier que Netanyahu et Gallant sont des criminels de guerre, ce que nous dénonçons depuis 239 jours.

Bien sûr, Netanyahu et Gallant, mais aussi l'ensemble des dirigeants israéliens de la majorité et de l'opposition et 106 députés sur 120, ont tous violemment critiqué cette décision, la qualifiant et qualifiant le procureur, d'antisémite, et trouvant scandaleuse la mise sur plan d'égalité du mouvement Hamas et du gouvernement israélien dont affirment-ils sans rire, « *l'armée se bat avec l'un des codes moraux les plus stricts de l'histoire* ».

Le Président Biden a également qualifié de scandaleuse la position du procureur et a renouvelé son engagement à se tenir toujours aux côtés d'Israël. Tandis que le Ministre des affaires étrangères français, Stéphane Séjourné, après avoir dit le 20 mai sa confiance en la CPI, a rétrogradé le 21 pour dire, dans les mêmes termes qu'Israël, qu'il « *ne pouvait y avoir équivalence entre Hamas et Israël* ». Et que le Président Macron n'a pris aucune mesure pour empêcher Israël de commettre un génocide comme l'y oblige pourtant la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide dont la France est signataire.

Alors oui, cette demande de la CPI est importante parce que pour la première fois dans son histoire, elle met en accusation un pays du bloc occidental. Une demande que l'on doit aux multiples mobilisations des peuples de par le monde et qui traduit la remise en cause de l'hégémonie occidentale sur les instances internationales.

Le deuxième événement dont je voulais parler est l'ordonnance prise le 24 mai par la Cour internationale de justice sur une nouvelle requête de l'Afrique du Sud. Elle ordonne à Israël d'arrêter ses opérations militaires à Rafah, de maintenir ouvert le terminal de Rafah pour l'entrée de l'aide humanitaire et de garantir l'accès à la Bande de Gaza à toute commission d'enquête.

Rappelons que les décisions de la CIJ sont impératives mais que celle-ci n'a aucun moyen de les mettre en œuvre. Néanmoins cette décision confirme également une inflexion dans la domination de l'hégémonie occidentale et une condamnation croissante du comportement criminel israélien.

Une fois de plus, Israël a répondu n'en avoir cure et a aussitôt intensifié ses opérations dans la Bande de Gaza, en particulier sur Rafah, j'y reviendrai. Israël est désormais un Etat paria.

Un troisième événement est venu marquer ces derniers jours, c'est l'annonce de la reconnaissance de l'Etat de Palestine par l'Espagne, l'Irlande et la Norvège. Bien sûr, cette reconnaissance est pleine de sous-entendus et demeure symbolique car qu'est-ce que l'Etat palestinien ? Les bantoustans de Cisjordanie ? La Bande de Gaza ? Et qu'en pensent les Palestiniens ?

Là encore, c'est essentiellement une reconnaissance symbolique mais c'est aussi la réaffirmation du droit à l'autodétermination des Palestiniens sur un Etat dont il reste à déterminer les frontières, ce qui est l'affaire des Palestiniens. En réaction, Israël a aussitôt condamné cette reconnaissance assurant que c'était « donner une récompense aux terroristes ».

Pendant que tout cela se négocie sur la scène internationale, la situation dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem est de jour en jour plus terrible. Dans la nuit du 26 au 27 mai, Israël a bombardé le centre pour personnes déplacées de Barkasat, géré par l'UNRWA, au nord-ouest de Rafah, tuant au moins 45 personnes, en blessant 249 autres, transformant les gens en torches humaines, et les tentes, bâtiments, véhicules en brasiers. Un massacre que même l'autorité palestinienne a dénoncé. Sans honte, l'armée israélienne affirmera que « *La frappe a été menée contre des cibles légitimes au regard du droit international, grâce à l'utilisation de munitions précises et sur la base de renseignements précis.* » Et Netanyahu osera dire qu'il s'agit d'« *une erreur tragique* » ! Il faut savoir : c'est légitime ou c'est une erreur ??? Comme si frapper une zone densément peuplée n'allait pas entraîner cette nouvelle et monstrueuse horreur. Et l'armée recommencera le surlendemain en bombardant un autre camp de déplacés à l'ouest de Rafah, faisant 21 morts et 64 blessés tandis que les chars israéliens étendent leur offensive jusqu'au cœur de la ville de Gaza et occupent la frontière égyptienne.

Quelques jours avant, c'était le camp puis la ville de Jenin qui étaient soumis à de nouveaux raids israéliens, tuant 13 personnes et en blessant de nombreux autres et ce que nous craignons est arrivé, le fils d'une amie est parmi les blessés, et la Maison des Femmes du camp, un projet que Poitiers Palestine soutient depuis des années a été vandalisée par la soldatesque israélienne. Puis Naplouse, puis Tulkarem, puis Ramallah, puis ... des raids en Cisjordanie qui ne s'arrêtent ici que pour mieux repartir là quand elles ne se font pas partout en même temps. Tandis qu'un rapport du Bureau de coordination des affaires humanitaire des Nations Unies révèle l'ignoble traitement dont sont victimes tous les prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes.

Une nouvelle fois, Francesca Albanese, la rapporteur spéciale des Nations unies pour la Palestine appelle « *les Etats membres à imposer des sanctions à Israël, à ne pas lui fournir d'armes et à suspendre leurs relations politiques et diplomatiques jusqu'à ce qu'il mette fin à son attaque* ». Car dit-elle, « *Israël n'arrêtera pas cette folie tant que nous ne l'arrêterons pas* ».

Au lieu de cela, les gouvernements des pays occidentaux et du « *droit-d-Israël-à-se-défendre* », multiplient la répression contre ceux qui réclament la fin des massacres.

C'est le cas dans les campus états-uniens, mais aussi norvégiens, italiens, espagnols, français. C'est le cas à Poitiers où je viens de recevoir une citation à comparaître devant le tribunal correctionnel le 5 juin 2025 (date symbolique puisque ce sera le 58^{ème} anniversaire du début de la Guerre dite des Six jours). A Poitiers encore où trois jeunes ont été placés en garde à vue plus de 30 heures le week-end dernier puis auditionnés mardi pour avoir tagué des slogans de soutien à la Palestine la nuit du passage de la flamme olympique. C'est le cas à Paris où la police a nassé, gazé et frappé les manifestants rassemblés spontanément lundi pour protester contre le massacre du camp de déplacés la veille. C'est le cas encore à l'Assemblée nationale où, pour avoir déployé un drapeau palestinien dans l'hémicycle, le député Delogu s'est vu infligé une lourde sanction au regard des faits reprochés, par la Présidente Braun-Pivet dont le soutien à Israël est affiché et inconditionnel.

Dans la France de Macron qui a du mal à tourner la page du passé colonial, et de faire advenir de vraies décolonisations comme on le voit avec la manière dont il traite le peuple kanak, la liberté d'expression et de manifester sont sur le point d'appartenir au passé.

Il est de notre devoir de réveiller les consciences, de continuer à dénoncer ce génocide dont l'actualité nous inonde chaque jour, chaque heure, de ses récits insoutenables, au point de ne plus avoir assez de mots pour traduire l'inquiétude, la désolation, la souffrance et la mort qui rôde à chaque instant.

Il est de notre devoir de dénoncer les complices qui continuent à justifier et armer le bras des tueurs.

A Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem, on compte sur nos mobilisations pour obliger nos gouvernements à cesser leur honteuse collaboration avec Israël, et à mettre Israël au ban des nations.

Les étudiants de Harvard ont refusé de recevoir leur diplôme de fin d'étude et déclaré « *nous sortirons de l'université avec quelque chose de bien plus important : une conscience claire et une preuve d'un engagement résolu envers l'humanité.* ».

Puison du courage dans leur fermeté pour exiger :

- l'arrêt du massacre et le cessez-le-feu tout de suite !
- l'embargo sur les armes et des sanctions économiques, diplomatiques et politiques contre Israël !

La Palestine existe parce qu'elle résiste ! Vive la résistance du peuple palestinien !